

ET LA TCHIPA

à grande échelle

Les exemples de *tchipa* sont légion et chacun a une ou plusieurs histoires à raconter. L'administration est sans doute le lieu où se pratique sans vergogne la petite corruption ; dans les bureaux, il se passe bien des choses et on se fait graisser la patte comme on peut. Si un citoyen se heurte à un obstacle et qu'il cherche une solution, il doit obligatoirement casser sa tirelire. L'épisode le plus flagrant de cet état de déliquescence est quand l'ancien ministre de l'Intérieur a pondu cette idée rocambolesque d'exiger le certificat S12 pour les pièces d'identité, assortie d'un dossier qui relève de la mission impossible. A peine l'opération lancée, qu'on a commencé à voir les tares de la gestion. Le document faisait défaut et se le procurer était devenu un parcours du combattant. La pénurie, le socle de la gestion du système algérien, va donner lieu à des dysfonctionnements et des anachronismes. Des agents à la mairie et la daïra vont organiser un véritable réseau pour écouler le précieux document à coups de sommes d'argent. Chérif fait partie de ces «arnaqués de l'administration». Il nous dira qu'il a acheté à l'époque «le formulaire à 1 000 DA». Et d'ajouter : «On ne peut rien faire que de se résigner. Il y a un circuit pour tout, même les médicaments n'échappent pas à la règle. Ils sont esca-

motés dans les hôpitaux qu'on refile aux connaissances et aux malades en contrepartie d'argent alors que ces malades sont censés les avoir gratuitement. Tout a un coût, si tu veux régler un problème, tu casque que ce soit pour un permis de construire ou tout autre document délivré rapidement. La bureaucratie est l'un des facteurs qui poussent à ce climat pernicieux.»

La politique salariale au banc des accusés

On ne sait pas comment sont élaborées les politiques salariales, car elles sont d'une extrême dangerosité pour un pays qui ne veut pas connaître le printemps arabe. Qui a décidé que le SNMG est de 18 000 DA et pourquoi on le relève de seulement 3 000 DA à chaque fois qu'il y a une ébullition sociale, et la question que l'on se pose surtout : le craque qui fait le budget des ménages sur quelle base le fait-il ? Par quelle gymnastique a-t-on eu recours pour décider qu'un travailleur algérien, père de famille, peut vivre avec un revenu aussi indécent ? Les bas salaires incitent les gens à trouver d'autres moyens pour joindre les deux bouts et n'hésitent pas, sous la pression d'un pouvoir d'achat en constante érosion, à recourir à des formules non convention-

nelles. Hamid est enseignant au secondaire. Il avoue donner des cours particuliers pour subvenir aux besoins de sa famille car son salaire ne couvre pas toutes les dépenses de son ménage. Il n'est pas le seul. Généralement, les élèves qui prennent ces cours se retrouvent avec de bonnes notes à la fin de l'année et ce n'est pas toujours le fruit de leur labeur ! Hamid explique sa démarche par le fait que «le loyer de l'appartement grève pratiquement le trois quarts de mon revenu, ma femme travaille, et son salaire sert à payer la nourriture. Il faut payer les factures et ce n'est pas évident quand on a des enfants. La plupart des Algériens survivent et se débrouillent comme ils peuvent, mais ce ne sont pas les citoyens qui ont créé la *tchipa*, c'est l'Etat. Le peuple ne fait que s'adapter à une situation qui lui a été imposée». Pour lui, «le Premier ministre Sellal devrait penser à une véritable politique salariale qui mettrait les gens à l'abri du besoin car c'est le besoin qui crée la *tchipa*. L'écart est abyssal entre les petits et les grands revenus», argue-t-il. Saïd est avocat. Il estime que «la *tchipa* est instituée implicitement comme mode de gestion et de transaction ; les hauts responsables, qui ont été éclaboussés par des scandales financiers, ne sont pas inquiétés. Cela ouvre la porte

aux petits responsables de faire pareil. Il y a une complicité malsaine. La justice n'est pas indépendante et nous avons une caste dirigeante intouchable qui est hors de portée des juges. Les partis politiques donnent un exemple désolant en recourant à l'achat des voix et autres mesquineries. Même certaines sociétés étrangères se sont mises de la partie comme si la corruption était un ticket d'entrée en scène. Nous sommes dans un état où prévaut l'impunité». Et de conclure : «Il faut un signal fort, une vraie opération "mains propres" où on verra tomber de grosses têtes.» Le grand problème en Algérie, c'est qu'en face d'un pouvoir absolu, il n'y a pas de réelle opposition ou de contre-pouvoir. Certes, les honnêtes gens n'ont fort heureusement pas disparu mais ils ont beaucoup de peine à résister. Associations, militants des droits de l'homme, syndicalistes et journalistes sont constamment harcelés.

Certains payent de leur vie sans que justice leur soit rendue. Combattre la corruption, qui saigne les richesses du pays, menace sa stabilité, humilie les honnêtes gens, tient en laisse la justice, bride la cour des comptes et pervertit l'esprit, a besoin de plus que des effets d'annonces et des bonnes intentions.

F. H.

DJAFFAR LESBET

le salaire officiel avec le coût de la vie»

Les temps ont changé. Souvenez-vous que durant les années post-indépendance l'Etat contrôlait l'ensemble des circuits d'importation et de commercialisation. Tous les produits étaient théoriquement accessibles à presque tous, à condition de faire une journée de queue à la porte de Souk-El-Fellah, d'avoir une connaissance dans le magasin, disposer d'un pouvoir de nuisance dans un autre secteur de l'administration, ou obtenir le produit de seconde main, moyennant un petit *keuh-tedi*.

Les voitures vendues par Sonacome coûtaient, cinq ans après, trois à cinq fois plus cher qu'un véhicule neuf, sans compter les ventes concomitantes forcées. Si tu veux un kilo d'oignons, il te faut prendre cinq kilos de tomates ou l'inverse, suivant la production des comités de gestion.

Si tu veux une télé, tu prends un moteur de hors-bord !!! importé, certainement pour le bien du peuple, mais on n'a jamais su qui était ce généreux responsable qui se souciait tellement du confort de ses administrés, qu'il s'était persuadé que les bateaux de plaisance étaient le souci majeur du moment. Ainsi, on a créé une société de consommation et de commercialisation de la pénurie qui invalide toutes les lois économiques. Dans le reste du monde, c'est l'abondance des marchandises qui est source de richesse, en Algérie, c'est la pénurie qui diffuse la fortune.

La mécanique est alimentée par la «petite» corruption, adoubee par le chef de l'Etat : «Qui peut travailler dans une ruche sans y mettre le doigt pour goûter le miel ?» Depuis, on y met les deux mains. C'est l'Etat, au nom du bien de chacun, qui a répandu le virus à toute la société.

Cette situation est entretenue par le fait qu'en Algérie, on ne vote pas des lois, mais des vœux qui ne sont que de simples souhaits et qui n'engagent que ceux qui croient qu'ils seront exaucés.

Que faut-il faire pour stopper la tchipa ?

Il faut faire une adéquation entre salaires et travail-production. Une simple observation permet d'évaluer les signes les plus visibles de la corruption. L'Etat est de loin le plus gros employeur. Le secteur libéral relève d'une toute autre approche. Une voiture coûte 1 million de dinars en moyenne. Le salaire médian et médiocre d'un fonctionnaire est de 40 000 DA, c'est-à-dire qu'il doit consacrer, plus deux ans durant, la totalité de son traitement pour l'acquérir !!! Et cela sans parler des biens immobiliers. Qui osera faire une telle clarification ?

La disparité est si flagrante entre ressources et train de vie, elle est tellement criante. De même, cela permet aux plus dégoûdés, sinon aux moins regardants, question éthique, de s'enrichir très vite.

La position hiérarchique ne traduit nullement le standing de vie. Nul n'est choqué qu'un directeur ou un professeur parte à la retraite en restant avec sa famille dans un F3 loué en banlieue d'Alger et que son subalterne termine sa carrière dans sa propriété avec piscine et voiture de luxe.

La *tchipa* d'aujourd'hui où le marché impose sa loi est intrinsèquement liée aux ukases des marchands (d'autorisations) et cela dans tous les secteurs d'activité : politique, finance, sport, éducation, santé, piété, industrie ; aucun espace n'est épargné. Les effets sont plus ou moins régulés par les lois, en fonction de la rigueur et de l'Etat de droit qui prévaut dans chaque société. Plus les richesses ou largesses de l'Etat proviennent de la force de travail des citoyens qui élisent leurs représentants, plus leur contrôle sur le pouvoir politique est efficient et plus la *tchipa* se limite dans des sphères précises et limitées. En Algérie, l'Etat ne tire pas ses richesses de la force de travail du peuple, mais du sous-sol. Ainsi, au lieu de récolter

l'impôt, il re-distribue la plus-value et alimente l'assistanat par la prébende. On dépend à 98% de la vente des hydrocarbures, comment demander de la rigueur aux institutions qui vous nourrissent ? Du coup, peut importe ce qu'on achète ou comment on dépense, ni qui est responsable, qui gère, qui digère, qui contrôle. L'important est la portion que chacun amasse ou ramasse pour lui-même et si possible en faisant le moins.

Avez-vous remarqué qu'ailleurs les troubles sociaux suivent l'évolution du coût de la vie et qu'en Algérie, elles sont souvent influencées par le prix du baril. Dans les pays où l'Etat tire ses richesses du travail des hommes, on manifeste pour demander le rajustement des salaires, et chez nous, on revendique la rétrocession des parts des richesses naturelles. Ailleurs, la corruption approvisionne les transactions formelles, en Algérie la *tchipa* nourrit le marché informel surtout. En Algérie, elle est descendue tellement bas et est devenue tellement mesquine, qu'elle touche surtout les personnes vulnérables, elle évite soigneusement les intouchables. C'est pourquoi, elle est de jour en jour insupportable et de plus en plus intolérable. Les avantages dont le peuple ne bénéficie pas sont absolument inadmissibles mais pour combien de temps encore ? Les interjections les plus usitées en Algérie sont : *madite walou*. Ce constat concerne et consterne la majorité des Algériens nés après l'indépendance. Il signifie, je suis n'hier, après le partage du butin, ce n'est pas de ma faute, aujourd'hui, je veux ma part. *Maâtawniche* : c'est le prolongement du syndrome de «62», depuis il n'y a plus rien à prendre. On ne m'a rien donné, persuadé, par les exemples quotidiens que la réussite n'est que rarement le fruit du travail ou de l'effort, mais de l'opportunité. L'argent est insuffisant pour avoir un logement promotionnel «social». Il y a vingt fois plus de demandeurs

que de logements disponibles. Comment trier les demandes ? Il y a, certes, des formulaires à remplir, des papiers à fournir, etc., mais si on interroge les heureux élus d'un immeuble, il y a de fortes chances de trouver autant de circuits différents que d'appartements. Il arrive que des officiels s'offusquent et menacent : «Que ceux qui parlent de *tchipa* en apportent la preuve !» comment apporter la preuve ? C'est comme si on demandait à quelqu'un de prouver qu'il n'est pas mort ou qu'il est en vie ! A moins d'une loi qui désormais contraindrait les tchipistes officieux à payer un impôt sur le revenu officiel et à délivrer un reçu ou une facture. *Hana nessten'aw*, les optimistes qui temporisent, en attendent leur tour. *Maâketb'tche* : les pessimistes qui ne croient plus à l'ici-bas espèrent en l'au-delà. Ce sont autant de verbes ou de potions placebo, pour banaliser la «petite» corruption. Car, autant la corruption interpelle la mafia politico-financière, réservée à la haute sphère, autant la *tchipa* incrimine le milieu populaire. «*El-laâb-H'mida, wa recham h'mida*» et j'ajouterai que nul n'ignore cette règle du jeu. Tant que ce mode de dysfonctionnement donne à chacun l'illusion qu'il peut être un jour à la place de H'mida, l'espoir demeure. Mais comme par ailleurs chacun sait que cette anomalie structurelle, mue par l'irrationalité et l'irresponsabilité ne peut durer qu'en excluant du paysage politique et économique ses antidotes que sont la compétence, l'innovation, la création, le savoir-faire, l'esprit d'entreprise, la productivité, la rationalité, la responsabilité et l'éthique, le mécanisme n'a aucune raison objective de s'arrêter. Pour sortir de ce dilemme, il reste à choisir entre vouloir changer de mode de fonctionnement ou sauvegarder ses illusions.

F. H.